

# L'Hebdo indépendant

Bulletin n° 642  
du 13 juillet 2017

par Robert del PICCHIA,

*Sénateur  
des Français établis  
hors de France*

## FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

### Élections sénatoriales 2017 : mise à jour et corrections.

**Georges-Francis SEINGRY**, Vice-Président de l'Assemblée des Français de l'étranger (AFE), devrait présenter sa liste. Objectif : rassembler les Indépendants.

**Union de la gauche.** Une liste « réunissant l'union de la gauche en recomposition », hors PS, « est en cours de constitution sur une base programmatique écologique ». La tête de liste, qui n'est pas encore connue, « réalisera une synthèse des différentes obédiences de gauche ».

**Liste socialiste :** nous précisons que Laure PALLEZ, qui figure à la 3<sup>e</sup> place sur la liste menée par l'ancien secrétaire d'État Hélène CONWAY-MOURET, est également conseillère à l'Assemblée des Français de l'étranger, où elle préside la commission des Finances, du Budget et de la Fiscalité.

**Sénatoriales 2014 : rappel des résultats.** Inscrits : 533. Votants : 528. Scrutin proportionnel à la plus forte moyenne – 6 sièges à pourvoir / listes de 8 candidats.

- Liste des Républicains et du centre conduite par Christophe FRASSA : 185 voix.

Élus : FRASSA, DEROMEDI, CADIC.

- Liste de la gauche unie PS – ADFE conduite Claudine LEPAGE : 158 voix.

Élus : LEPAGE, YUNG.

- Liste des Indépendants conduite par Robert del PICCHIA : 88 voix.

Élu : del PICCHIA.

- Liste ASFE de Jean-Pierre BANSARD 2014 : 61 voix. Pas d'élu.

- Liste Écologie, citoyenneté, solidarité, menée par Alexandre CHATEAU-DUCOS : 35 voix. Pas d'élu.

### Cette semaine au Journal officiel.

- **Indemnité d'expatriation, indemnité de résidence à l'étranger et indemnité supplémentaire.** Retrouvez en annexe de l'arrêté [sur ce lien](#) le tableau des nouveaux taux d'indemnité par pays et par groupe :

**Qui pour les Français de l'étranger au gouvernement ?** Le [décret relatif aux attributions du secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères](#) ne dresse pas une liste des dossiers prioritaires dont devra s'occuper Jean-Baptiste LEMOYNE. Robert del PICCHIA a écrit au secrétaire d'État pour lui demander si, malgré l'absence d'attributions explicites, il pourrait être considéré comme l'interlocuteur privilégié des Français de l'étranger, autrement dit leur « *ambassadeur* », au sein du gouvernement.

**Initiative parlementaire.** La Sénatrice, Christiane KAMMERMANN, propose une revalorisation des pensions accordées aux veuves de grands invalides de guerre.

**Une instance de pilotage du « navire Quai d'Orsay ».** Jean-Yves LE DRIAN, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, a créé un comité exécutif, à l'image du comité ministériel dont il a disposé à la Défense. Réunion du comité : 2 fois par mois. En feront partie : le ministre, le secrétaire général du Quai, le secrétaire général adjoint, le directeur général des Affaires politiques, la directrice générale de l'Administration, le directeur général de la Mondialisation, l'Inspecteur général du ministère, le directeur et le directeur adjoint du cabinet du Ministre.

## MONDE

**G20.** Les dirigeants des 20 plus grandes puissances économiques du monde se sont réunis les 7 et 8 juillet à Hambourg en Allemagne. **Déclaration finale** : le G20 a « pris acte » de la sortie des États-Unis de l'Accord de Paris, et Emmanuel MACRON a annoncé une nouvelle conférence le 12 décembre, de nouveau à Paris, sur le financement cet accord. La traditionnelle condamnation du « protectionnisme » a été tempérée cette fois-ci par la reconnaissance du droit des états à lutter contre le dumping, tandis que le G20 a incité le secteur privé à accroître les efforts de développement du continent africain « pour lutter contre la pauvreté, cause essentielle des migrations ».

**TRUMP-POUTINE** : 1<sup>ère</sup> rencontre entre les présidents russe et américain depuis la prise de fonction de Donald TRUMP. Syrie, Ukraine, Corée du Nord, cybersécurité ou encore anti-terrorisme, les sujets abordés ont été nombreux. Les deux présidents ont notamment annoncé un cessez-le-feu entre rebelles et loyalistes dans la ville de Deraa, proche de la frontière jordano-syrienne.

**Manifestations lors du G20.** La tête et le corps couverts de boue, un millier de « morts-vivants » ont envahi les rues de Hambourg. Ce sont des acteurs venus manifester contre « l'apathie de la population » contre le modèle capitaliste incarné par le G20. La violence s'y est engouffrée. « La terreur semée par l'extrême gauche à Hambourg est répugnante et aussi grave que celle semée par l'extrême droite et les islamistes. Merci à Hambourg. Merci à la police », a ainsi tweeté le ministre de la chancellerie, Peter ALTMAIER, bras droit d'Angela MERKEL

**Ingérence russe dans la présidentielle américaine : TRUMP défend son fils.** Le président américain a affirmé l'innocence de son fils aîné, tandis que la publication d'un échange d'emails alimentait encore davantage les soupçons concernant le rôle de Moscou dans l'élection présidentielle de 2016. Le fils du président américain a admis avoir rencontré une personnalité russe qui proposait des éléments compromettants contre la candidate démocrate.

**Donald TRUMP en Pologne.** Pour sa deuxième tournée à l'étranger, le président américain a choisi un pays ami. Les Polonais comptent sur les États-Unis pour leur sécurité face aux Russes. C'est donc un accueil chaleureux qui l'attendait à Varsovie.

**Mossoul** : La 2<sup>e</sup> ville irakienne tombée sous le joug de l'État Islamique en juin 2014, et capitale de Daesh en Irak, a été libérée par les forces irakiennes soutenues par la coalition internationale. Le Premier ministre irakien s'est rendu dans la ville pour annoncer la victoire. Le « calife » de l'EI, Abou Bakr al-BAGHDADI, aurait été tué durant le siège qui dure depuis 9 mois.

**Lula condamné** à 9 ans et demi de prison pour corruption. Il est le premier ancien président brésilien à être condamné par la justice, et a indiqué faire appel, qualifiant le procès de « farce ».

**Israël : Hébron au patrimoine mondial de l'UNESCO.** La classification par l'agence de l'ONU de la ville de Cisjordanie comme « zone protégée » a été perçue comme un camouflet par les Israéliens, tandis que les Palestiniens se réjouissent de cette « victoire » symbolique. Le ministre des Affaires étrangères israélien a qualifié cette décision de « souillure morale ».

**L'ONU s'inquiète de la situation à Gaza.** Dans un rapport intitulé « Gaza dix ans après », l'ONU dresse un constat désastreux de la situation dans ce territoire palestinien dirigé par le HAMAS. « Torture », « harcèlement » et « restrictions », le rapport pointe une situation qui se dégrade « plus vite que prévu ». Les besoins humanitaires et la dépendance continue à l'aide internationale s'aggravent.

**Le Kazakhstan résiste à la mode du renouvellement.** Le premier Président de cet ancien satellite russe, Noursoultan NAZARBAÏEV, a signé une loi restreignant les conditions de candidature à la présidentielle : être natif du pays, y avoir résidé pendant au moins 15 ans, parler la langue nationale... et avoir exercé pendant au moins 5 ans une fonction gouvernementale ou administrative.

## EUROPE

**Conseil des ministres franco-allemand** : MACRON précise sa vision de l'Europe. Alors que se tenait ce jeudi un Conseil des Ministres franco-allemand, le président français annonce la réouverture de 1.200 classes bilangues et s'exprime auprès de Ouest France et du groupe de presse allemand FUNKE. Il veut « *faire bouger l'Allemagne* » vers plus de solidarité et une « *relance de l'investissement public et privé* » en Europe. Pour Emmanuel MACRON, le système actuel favorise l'accroissement des inégalités entre les pays de la zone euro. L'Allemagne « *doit bouger... comme la France doit bouger* » pour donner à la zone euro « *le destin qu'elle mérite* ».

**Paris et Berlin veulent s'allier dans la culture.** Les deux pays veulent ouvrir des centres culturels communs à l'étranger.

**CETA** : Justin TRUDEAU et Jean-Claude JUNCKER ont conclu un lancement « *provisoire* » de l'accord de libre-échange entre l'UE et le Canada à partir du 21 septembre, en attendant une mise en place définitive après la fin du processus de ratification par les parlements nationaux de l'UE.

**Accord UE-Japon** : l'UE et le pays du Soleil Levant, qui pèsent ensemble près de 2/3 du commerce mondial, ont conclu à la veille du G20 un accord de libre échange après 4 ans de négociations. C'est un fort contraste à côté des déclarations protectionnistes de Donald TRUMP. Cet accord est le fruit de plus de quatre ans de négociations.

**L'UE recommande la clôture de la procédure de déficit excessif à l'encontre d'Athènes.** C'est une décision symbolique du redressement de la Grèce. « *Après tant d'années de sacrifice du peuple grec, le pays récolte enfin le fruit de ses efforts* », a déclaré le commissaire européen aux affaires économiques, Pierre MOSCOVICI.

**Londres veut quitter l'UE gratis.** Boris JOHNSON, ministre des Affaires étrangères, a donné le ton au Parlement. Si le Brexit risque de coûter plusieurs dizaines de milliards d'euros, pas question pour les Britanniques de passer à la caisse. Après le Brexit électoral, le Brexit financier.

**Mais BARNIER veut ramener Londres à la raison** sur la nécessité d'un accord. Le négociateur européen du Brexit prévient le Royaume-Uni que l'absence d'un accord entre les deux parties ne ferait qu'aggraver une situation déjà compliquée, contredisant ainsi la position de Londres selon laquelle « *pas d'accord vaut mieux qu'un mauvais accord* ».

**MAY à la dérive ?** Le Parlement européen a menacé de bloquer l'accord sur le Brexit si la Grande-Bretagne ne garantissait pas les droits des citoyens européens. Une pression de plus pour la Première ministre.

**L'Unesco inscrit le centre historique de Vienne comme « patrimoine en péril ».** Le centre historique de la capitale autrichienne, aux nombreux édifices baroques, est en danger en raison d'un projet de construction d'une tour d'habitations de luxe haute de 66 m, alors que la limite tolérée par l'Unesco à cet endroit est de 43 m. et le réaménagement d'une patinoire en plein air déjà existante.

**Strasbourg espère décrocher un label Unesco pour le quartier impérial allemand,** construit durant l'annexion de l'Alsace, un label de prestige pour valoriser cette ville européenne réconciliée avec son identité franco-allemande.

**L'Espagne s'allie à la Pologne contre la directive sur les travailleurs détachés.** Le Premier ministre espagnol, Mariano RAJOY et son homologue polonaise, Beata SZYDŁO, ont réaffirmé leur engagement envers le projet européen, mais ont exprimé leurs inquiétudes par rapport à la directive sur les travailleurs détachés

## POLITIQUE INTÉRIEURE

**Tapi rouge pour TRUMP.** Accueil solennel et cérémonie militaire aux Invalides, visite du tombeau de Napoléon, entretien au palais de l'Élysée, dîner des couples présidentiels dans un restaurant étoilé de la tour Eiffel, défilé du 14 juillet sur les Champs-Élysées : le programme élaboré par la présidence française pour accueillir le Président des États-Unis est des plus somptueux. La présidence française insiste sur les enjeux diplomatiques.

**Ballet diplomatique à Paris, suite.** Après TRUMP, dont le pays a été invité à défiler pour la fête nationale, et MERKEL, à l'occasion du conseil des ministres franco-allemand, Emmanuel MACRON recevra ce dimanche le Premier ministre israélien, Benyamin NETANYAHOU.

**Le Premier ministre pas fétichiste.** Édouard PHILIPPE a un « *objectif politique* » : celui d'être « *en-dessous des 3%* » en 2018 et vise 2,7% en 2019. Il avertit toutefois ne pas être « *un fétichiste du chiffre* ». Selon les prévisions gouvernementales, le déficit augmenterait de nouveau en 2019, à 2,9%, avant des baisses de déficit renvoyées essentiellement en fin de quinquennat : 1,5% en 2020, 0,9% en 2021 et 0,5% en 2022.

**De la vigueur.** « *L'économie française s'oriente vers une trajectoire de reprise plus vigoureuse* », affirme le gouvernement dans son document d'orientation. Après 1,1% en 2016, le gouvernement prévoit 1,6% de croissance cette année et 1,7% en 2018. A plus long terme, la croissance « *se stabiliserait à + 1,7% entre 2019 et 2021 puis augmenterait à + 1,8% en 2022* », selon ces prévisions.

**Du mou dans le nœud.** La dette publique rapportée au PIB, à 96,3% en 2016 avoisinerait les 97% en 2017 et en 2018, avant de culminer à 97,5% en 2019. La décreue commencerait en 2020 (96,5%), puis 94,5% en 2021 et 92% en 2022.

**Des dépenses gelées.** Hors inflation. La dépense publique reculerait de plus de 3 points de PIB sur l'ensemble du quinquennat. Partant de 54,7% du PIB en 2017 (contre 54,8% en 2016), elle diminuerait à 53,8% en 2018, 53,1% en 2019, avant de poursuivre sa décreue : 52,2% en 2020, 51,7% en 2021 et 51,3% en 2022.

**Le souffle fiscal.** L'essentiel de la baisse du taux de prélèvements obligatoires est concentré au début du quinquennat, pour créer ce que le Premier ministre appelle « *un effet de souffle fiscal* » susceptible de relancer l'économie française. De 44,4% du PIB en 2016, il grimperait à 44,6% en 2017, avant de baisser à 44,0% en 2018, avec 11 milliards d'euros de prélèvements en moins l'an prochain, puis 43,1% en 2019. Il augmenterait ensuite de nouveau, à 43,3% en 2020 puis 43,5% en 2021 et 2022.

**Asile.** 7.500 places d'hébergement vont être créées pour les demandeurs d'asile et 5.000 pour les réfugiés, d'ici 2019. Annonce du Premier ministre, Édouard PHILIPPE. Mais il précise que les migrants déboutés de leur demande d'asile feraient « *systématiquement l'objet d'une mesure d'éloignement* ».

**La lutte contre la pollution : l'obligation de résultat du gouvernement français.** Le Conseil d'État, la Cour suprême de l'ordre administratif, a donné raison aux « Amis de la Terre ». En cause : le non-respect de la directive européenne de 2008 sur la qualité de l'air. La France fait l'objet d'un avis motivé et d'une mise en demeure de la Cour de justice de l'UE pour dépassements réguliers des valeurs limites pour les particules fines et le dioxyde d'azote. Ces polluants contribuent à 48.000 morts prématurés par an en France.

**Plan HULOT : fin du diesel et fermetures de réacteurs.** Le Ministre de la transition écologique et solidaire donne pour objectif la fin des voitures diesel et essence en 2040. Les constructeurs automobiles français se disent prêts à relever le défi. Nicolas HULOT a également annoncé la fermeture de 17 réacteurs nucléaires sur l'ensemble du quinquennat, provoquant de nombreuses critiques de l'opposition, qui s'interroge sur le remplacement de ces sources d'énergie importantes et s'inquiète du sort des travailleurs dans les centrales concernées.

**Convention nationale LREM.** La République En Marche poursuit sa transformation avec sa première « *convention nationale* ». En présence du Premier ministre, Édouard PHILIPPE, qui les a appelé à « *rester en marche* », plus de 3.000 cadres se sont réunis à la Villette, pour consolider et porter sur le moyen et long-terme les perspectives du mouvement qui a conquis en un an l'Élysée et le Palais Bourbon. Néanmoins, alors que certaines tensions apparaissent au sein de la majorité présidentielle, notamment entre les anciens et les nouveaux députés, un collectif de « *marcheurs en colère* » s'est organisé pour dénoncer le manque de démocratie interne.

**En Marche sur l'Europe !** Le parti majoritaire souhaite « lancer une Grande Marche » « pour préparer des conventions démocratiques européennes ».

**Le PS se dote d'une direction collégiale.** Le Conseil National du PS, sorte de Parlement du parti, a approuvé la liste des 28 membres de la nouvelle direction du PS, parmi lesquels François REBSAMEN, Matthias FEKL ou encore le président du groupe PS à l'Assemblée, Olivier FAURE. Jean-Christophe CAMBADÉLIS restera officiellement Premier secrétaire jusqu'à un vote des militants sur la nouvelle « *feuille de route* » du parti, en septembre.

**Les Républicains en bureau politique,** les ténors LR ont décidé de suspendre de leurs fonctions exécutives au sein du parti les députés et ministres « *constructifs* », repoussant la décision de leur potentielle exclusion à l'automne, après les sénatoriales. Le bureau politique a aussi confirmé les dates des 11 et 17 décembre pour son Congrès, qui doit désigner le nouveau président du parti élu par les adhérents. De nombreux poids lourds du parti, y compris Valérie PÉCRESSE et Bruno RETAILLEAU, voulaient reporter ces dates pour laisser au parti le temps de débattre « *sur le fond* » et de clarifier sa ligne, au contraire de Laurent WAUQUIEZ, favori pour la présidence, qui souhaite que le parti retrouve un dirigeant au plus vite.

## PARLEMENT

**Prorogation de l'état d'urgence.** Le Parlement a adopté la 6<sup>e</sup> prorogation de l'état d'urgence, prolongeant celui-ci jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre. Ce devrait être la dernière prolongation, les mesures de l'état d'urgence devant être remplacées à l'automne par le projet de loi « *renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme* » porté par le ministre de l'Intérieur, Gérard COLLOMB.

### Assemblée nationale

**Loi d'habilitation** à prendre par ordonnances « *les mesures pour le renforcement du dialogue social* ». Début d'examen du texte porté par Muriel PENICAUD, ministre du Travail.

### Sénat

**Le Sénat interdit finalement les emplois familiaux d'assistants parlementaires.** Alors que la Chambre Haute avait refusé de voter l'article concernant les emplois familiaux d'assistants parlementaires, une nouvelle délibération a été demandée par le rapporteur de la Commission des Lois, le Républicain, Philippe BAS. Une nouveau vote a validé la disposition du gouvernement, au sein du projet de loi relatif à la restauration de la confiance dans la vie politique. D'autres dispositions, permettant une meilleure définition du statut des collaborateurs, ont été adoptées.

**Rapport parlementaire.** La mission d'information du Sénat sur la déradicalisation des djihadistes en Europe a rendu [des conclusions peu enthousiastes](#) sur les dispositifs mis en place en France. La sénatrice écologiste, Esther BENBASSA, co-rapporteur, ne voit pas « un échec », mais « un tâtonnement et un désir d'affichage trop important » de la part des autorités. Dans leur rapport, les deux sénatrices soulignent un « *business de la déradicalisation* » qui se transforme maintenant en « *business de la formation à la déradicalisation* » profitant à des cabinets privés et à des associations. En trois ans, l'État a déboursé 100 millions d'euros sans la « *moindre évaluation méthodique* ». 10 propositions sont formulées pour rendre la déradicalisation plus efficace.



## ÉCONOMIE & DÉFENSE

**Les Français et la Défense.** Les attentats terroristes restent la menace qui préoccupe le plus les Français (79%). 88% des Français ont une bonne opinion de leurs armées. C'est le plus haut niveau jamais enregistré depuis 2012. 80% des Français les jugent compétentes. Principal point fort : la compétence des soldats. Quant à l'Europe de la Défense : 68% des Français considèrent qu'elle doit se construire dans le cadre global de l'OTAN.

## SANTÉ, SOCIÉTÉ ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

**Pari(s) Olympique(s) :** le Comité International Olympique (CIO) a décidé d'accorder les deux prochains JO aux villes de Paris et de Los Angeles. Néanmoins, les paris restent ouverts quant à la date, en attendant la décision définitive du CIO le 13 septembre. Des négociations ont lieu entre Paris et Los Angeles, les Français souhaitant obtenir l'attribution de l'édition 2024.

**Paris soigne son image internationale.** Sur fond de Brexit et de l'appel « *make our planet great again* » d'Emmanuel MACRON, la région Ile-de-France veut favoriser l'arrivée de nouveaux étrangers très qualifiés. Un nouveau lycée international va ouvrir à la rentrée 2018 à Courbevoie (92) tandis que deux autres sont prévus à Vincennes (75) et sur le plateau de Saclay (91). Le plateau de Saclay, nouveau pôle d'excellence francilien en pleine croissance, accueillera d'ailleurs l'exposition universelle de 2025.

**L'Antarctique est plus petit.** Un iceberg d'une superficie de 5.800 km<sup>2</sup> (quasiment la taille du département du Gard), l'un des plus gros à avoir été observés, s'est détaché du continent glacé. Pour la Nasa, l'iceberg à la dérive doit être surveillé car il « *pourrait être dangereux pour la circulation maritime* ».

**Le « petit juge » est mort.** Le premier juge d'instruction, Jean-Michel LAMBERT, à avoir été en charge l'affaire Grégory, s'est probablement donné la mort à son domicile du Mans. Les media venaient de publier des carnets personnels du juge Maurice SIMON, qui lui avait succédé à l'instruction, dans lesquels il décrivait l'enquête de son prédécesseur comme « *l'erreur judiciaire dans toute son horreur* ».

**FERRAND entendu.** Le président du groupe LREM à l'Assemblée nationale, Richard FERRAND, a été entendu par la police dans le cadre de l'enquête préliminaires ouverte par le parquet de Brest dans l'affaire des « Mutuelles de Bretagne ».

**Google échappe à un redressement fiscal.** Le Tribunal administratif de Paris a donné raison au géant américain, qui contestait un redressement fiscal de 1,115 milliard d'euros, estimant que sa filiale irlandaise, responsable de ses opérations européennes, n'était pas imposable en France.

**87,9% : c'est le taux de réussite au bac 2017,** en légère baisse de 0,6 point par rapport à 2016. 729.600 candidats ont été décomptés, en hausse de 2% par rapport à l'an dernier, et 641.700 d'entre eux ont obtenu leur diplôme à l'issue de la session de juin.

## CARNET ET NOMINATION

**Anne BOILLON,** ancienne conseillère à la Représentation permanente de la France à Bruxelles, dirigera le cabinet de Jean-Baptiste LEMOYNE au Quai d'Orsay.

**Maryse BOSSIERE,** pourrait être inspectrice générale des Affaires étrangères.

**Pierre LANAPATS,** consul général à Munich.

L'Hebdo indépendant, tous droits réservés. Responsable de rédaction : Olivia RICHARD, avec la collaboration de Jean-Pierre VILLAESCUSA et d'Antoine POIRIER. La Rédaction s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour. Les informations contenues dans l'Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. tél : + 33 1 42 34 26 87 ou par mail : r.delpicchia@senat.fr